

## afrique

## Crever l'abcès rwandais

Seize ans après le génocide, les tensions entre Paris et Kigali ne sont toujours pas apaisées. C'est tout le contenu du voyage présidentiel, demain.

À la veille de la visite demain de Nicolas Sarkozy à Paul Kagamé, la réconciliation annoncée entre les deux pays a ravivé la polémique sur le rôle de la France au Rwanda. Officiellement, bien sûr, la page est tournée.

Après trois ans de brouille et plus encore de tensions ou de haines, Kigali assure avoir rayé d'un trait de plume son réquisitoire contre Paris, accusé d'avoir armé et soutenu, jusqu'à la complicité, le régime génocidaire de Juvenal Habyarimana. « Les erreurs de la France sont graves, mais les ac-



Paul Kagamé.

(AFP)

cusations de complicité de génocide sont indignes, estime Bernard Cazeneuve, député PS

et rapporteur dès 1998 d'une mission sur ce dossier. *Cela ne doit pas nous amener à présenter des excuses. La réconciliation doit se faire sur des bases saines* ».

L'ex-ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, est sur la même ligne. « Rétablir des relations politiques normales avec le Rwanda, très bien. Mais pas au prix de déclarations expiatoires », tranche celui qui était alors secrétaire général de l'Élysée.

A aucun moment depuis la reprise des relations diplomatiques le Rwanda n'a exigé d'excuses de la France. Mais

les responsables politiques de l'époque s'inquiètent des mots de Nicolas Sarkozy, demain.

Et notamment qu'il reprenne ceux du ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, proche de Paul Kagamé, qui avait évoqué en 2008 une « faute politique » de la France. Son prédécesseur en 1994, Alain Juppé, avait alors très vivement répliqué, dénonçant les « amalgames de la repentance ».

L'Élysée s'est voulu rassurant. « Le président a déjà dit que des erreurs avaient été commises et qu'il fallait les reconnaître, dit-on, il sera dans cette ligne. »

## télégrammes

••• L'Iran a demandé hier à la France la libération de l'ingénieur Kakavand. Ce scientifique, interpellé au printemps 2009 à Paris, est accusé par la justice américaine d'avoir exporté vers son pays des produits américains à double usage, civil et militaire... Iran bis. « Je voudrais informer l'Agence internationale de l'énergie atomique, au nom de mon gouvernement, que la République islamique d'Iran cherche

toujours à acheter du combustible nucléaire » a fait savoir Mahmoud Ahmadijad dans un courrier adressé vendredi dernier au directeur de l'AIEA ••• Laminé par ses concurrents discompteurs, Carrefour Belgique envisage de licencier au moins 1.672 de ses salariés, en gelant le salaire des autres ••• Le constructeur automobile indien Maruti, filiale du japonais Suzuki rappelle 100.000 voitures sujettes à des fuites d'essence ••• La justice serbe a ordonné hier la perquisition de l'un des

domiciles belgradois de Ratko Mladic. En fuite depuis de longues années, l'ex-chef militaire des Serbes de Bosnie est poursuivi pour génocide par la justice internationale ••• Vingt millions de poissons mangeurs d'algues doivent être lâchés dans le lac Taihu. Troisième réserve d'eau douce chinoise, le lac est envahi par une microvégétation due à la pollution. Plus des deux tiers des lacs et cours d'eau sont aujourd'hui pollués en Chine.

## le chiffre

463

Ce sera, en millions de tonnes, la production annuelle de viande nécessaire à l'alimentation de 9 milliards de Terriens vers 2050. Un point limite, selon de nombreux spécialistes qui s'inquiètent aussi de la surpêche.

## en bref

## MALI

## Pierre Camatte libéré

L'otage français Pierre Camatte a été libéré hier par la branche maghrébine d'Al-Qaïda qui le séquestrait depuis près de trois mois dans le nord du Mali. Cette libération suit la remise en liberté de quatre islamistes réclamés par Al-Qaïda, que le Mali avait fait libérer dans la nuit de dimanche à lundi.

## AFGHANISTAN

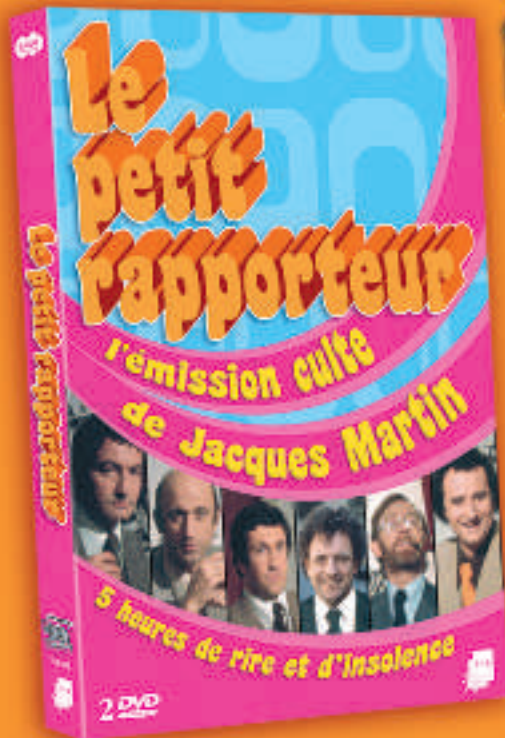
## Millième mort américain

Mille soldats américains ont été tués dans le cadre de l'opération internationale de lutte contre le terrorisme engagée voici huit ans en Afghanistan. Les Britanniques ont perdu 264 soldats, les Canadiens 140, les Français 40.

la Nouvelle  
République  
VousNousEnsemble

OFFRE SPÉCIALE RÉSERVÉE À NOS LECTEURS

Centre Presse



## Le petit rapporteur

5 heures de rire  
et d'insolence !

Vous souvenez-vous de vos dimanches après-midi des années 1975 / 76 ?

Ils commençaient toujours de la même façon par ce rendez-vous télévisé du "PETIT RAPPORTEUR".

Vous allez donc revoir les fameux reportages que sont :

- Le Village de Montcuq • La Bataille de Boudin
- La Pêche aux Moules • L'Interview de Françoise Sagan
- Le Nouvel An à l'oeil • Mam'zelle Angèle...



DVD ina LMLR

## OFFRE ABONNÉS

Le coffret 2 DVD 14,90 € + frais de port 3 € offerts  
(lecteurs non abonnés : 14,90 € + 3 € de frais de port)

## BON DE COMMANDE

À compléter et à retourner accompagné de votre règlement sous enveloppe affranchie à :

La Nouvelle République - Centre Presse - "Le petit rapporteur" - 232 av. de Grammont - 37048 Tours cedex 1 - Renseignements : 02 47 31 70 25

Je suis lecteur et abonné et souhaite recevoir le coffret 2 DVD "Le petit rapporteur".  
Je commande \_\_\_\_\_ coffret (s) au prix spécial de 14,90 €<sup>TC</sup> le coffret pour un total de \_\_\_\_\_ €. Les frais d'envoi me sont offerts par la NRCO

Je suis lecteur et non abonné et souhaite recevoir le coffret 2 DVD "Le petit rapporteur".  
Je commande \_\_\_\_\_ coffret (s) au prix spécial de 14,90 €<sup>TC</sup> le coffret + 3 € de participation aux frais d'envoi, soit un total de \_\_\_\_\_ €.

Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de NRCO, je recevrai ma commande sous 3 semaines à réception de mon règlement.

Date et signature

J'indique ci-dessous mes coordonnées :

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Adresse e-mail ..... Je suis abonné(e) à : NR  CP 

Numéro d'abonné ..... Tél. ....

Il figure sur l'étiquette adresse de votre journal ou sur votre avis d'échéance

Offre valable jusqu'au 31 mars 2010, dans la limite des stocks disponibles. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant en vous adressant au siège de la Nouvelle République du Centre-Ouest.